

Les sahraouis du sud du Maroc et la question du Sahara Occidental

IPSA 23rd World Congress of Political Science. Montreal, July 19-24, 2014.

Panel: Governance in the Sahara-Sahel Region, with Special Reference to the Western Sahara Conflict

Séance: CS02 International Relations

Auteur: Isaias Barreñada Bajo
Universidad Complutense de Madrid (Espagne)
i.barrenada@cps.ucm.es

Madrid, July 2014

(FR) Résumé:

Un aspect peu abordé dans les études sur le Sahara occidental est la position des Sahraouis ethniques du sud du Maroc et de leur participation dans le mouvement indépendantiste. Au cours des dernières années, le transfert de l'initiative contestataire aux zones occupées a démontré leur forte implication dans l'action collective sahraouie. Cela pose un défi majeur aussi bien à l'État marocain comme au mouvement de libération nationale sahraoui. La communication décrit les dimensions cette participation et le discours des parties sur ce phénomène et propose plusieurs axes d'analyse.

Mots clés: Sahara Occidental – Maroc - Identité – conflit

(ENG) Abstract:

Southern Morocco Sahrawis and the Question of the Western Sahara

A little boarded aspect in the studies on the Western Sahara has been the political position of ethnic Sahrawis from the southern region of Morocco and its participation in the movement for the independence of this territory. In the last years, the transfer of the popular protests initiative to the Occupied Territories has put in evidence its important implication in the Sahrawi collective action. This actor has raised an important challenge to the Moroccan state and to the Saharawi national liberation movement. The communication describes the dimensions of this participation and the discourse of each part on this phenomenon and points several lines of analysis.

(ESP) Resumen:

Los saharauis del sur de Marruecos y la cuestión del Sahara Occidental

Una aspecto poco abordado en los estudios sobre el Sahara Occidental, es la posición de los saharauis étnicos del sur de Marruecos y su participación en el movimiento independentista. En los últimos años, el traslado de la iniciativa contestataria a las zonas ocupadas ha puesto en evidencia su importante implicación en la acción colectiva saharauí. Este actor plantea un reto importante tanto al estado marroquí como al movimiento de liberación nacional saharauí. La ponencia describe las dimensiones de esta participación, el discurso de cada parte sobre este fenómeno y apunta varios líneas de análisis.

Ce texte a pour objet de traiter un phénomène sociopolitique qui se développe depuis plusieurs années dans le cadre du conflit au Sahara occidental (SO) et qui a été peu étudié: l'implication des sahraouis du sud du Maroc dans la contestation politique nationaliste, pleinement intégrés avec les sahraouis des zones occupées et alignés avec les positions du Front POLISARIO¹. Ce

¹ Nous utilisons le terme «Sahara occidental» pour le territoire de l'ancienne colonie espagnole (entre les parallèles 27° 40 'et 21° 20'), "sahraouis" pour tous ceux qui s'identifient comme appartenant aux groupes hassanophones ou groupes tribaux sahraouis, indépendamment de leur emplacement géographique et si c'est le premier signe de leur identité ou

fait soulève deux questions. La première est dans quelle mesure il s'agit d'une dimension de l'élargissement du champ nationaliste sahraoui, ou bien d'une manifestation spécifique de la scène politique marocaine. La seconde se réfère à l'impact de la nationalisation des sahraouis du Sud du Maroc sur la résolution du conflit, car elle soulève un possible changement de ses paramètres: le renforcement des positions à base ethnique (précoloniale) versus le cadre de la décolonisation qui respecte frontières héritées.

Les « Sahraouis ethniques" et le territoire

Il ya un très large consensus, à la fois politique et juridique international, que le conflit du Sahara occidental est non seulement à l'origine mais dans son essence de caractère colonial, et que la non résolution du conflit est en raison du refus de certains acteurs de la traiter comme tel. Toutefois, la référence coloniale marque toutes les analyses.

Le colonialisme européen délimita le territoire de l'ouest saharien et lui donna le nom de Sahara Occidental. Ce territoire qui fut sous domination espagnole à partir de 1884 (même si contrôlé de manière effective seulement à partir des années 30 du XXe siècle) était habité par une population autochtone *bidani* (blancs, parlant *hassaniya* avec une organisation sociale tribale particulière). Mais le Sahara Occidental espagnol n'englobait pas l'ensemble du territoire peuplé par cette population; une partie de celle-ci resta dans les territoires sous contrôle colonial français aussi bien au nord, à l'est et au sud.

Le colonialisme français et espagnol s'allouèrent ces territoires par différents traités (1900, 1904, 1912, 1920) et fixèrent des frontières sur un territoire qui n'en n'avait pas. En premier lieu ils fixèrent les limites de leurs possessions coloniales, plus tard fut établi le Protectorat espagnol du sud du Maroc (entre le Draa et le parallèle 27°40'), les postérieures indépendances des États de la région forcèrent l'Espagne à se retirer de Cap Juby-Tarfaya (en 1958) et de l'enclave d'Ifni (1969). Finalement, l'Espagne abandonna le Sahara occidental en février 1976. Durant bien longtemps ces frontières furent très peu significatives pour la population locale, cependant avec les indépendances une partie de la population sahraouie qui se trouvait dans le territoire des nouveaux États acquies une nouvelle nationalité et particulièrement le Maroc devint un refuge pour ceux qui fuyaient la colonie espagnole.

Le Sahara occidental n'a pas vécu une décolonisation conventionnelle; en 1976, lors du retrait de l'Espagne, il fut occupé par le Maroc et la Mauritanie qui ont fait valoir des liens historiques avec ce territoire. La population autochtone de la colonie ne pu décider de son avenir comme le prévoyait le droit international. Suite à cette décolonisation frustrée et à la guerre entre le mouvement indépendantiste et les occupants, une partie de la population pris le chemin de l'exil croisant les frontières internationales et une autre resta sous le contrôle de l'occupant. En marge de cela, une autre partie de la population autochtone sahraouie (ou sahraouie ethnique) vivait depuis trois décennies dans le sud du Maroc; c'est cette population qui est l'objet de cette étude.

Historiquement, la population autochtone sahraouie était répartie sur un vaste territoire, difficile à préciser, entre les versants sud de l'Atlas au Maroc et la Mauritanie au sud et pénétrant dans le sud-ouest de l'Algérie. La fixation des frontières coloniales et postérieurement étatiques amorça une relative fragmentation des populations sahraouies. La signification des frontières coloniales fut renforcée, non seulement parce qu'elle a permis le refuge, mais aussi parce que, pour les indépendantistes sahraouis modernes, elles définissent le territoire sur lequel l'État sahraoui indépendant serait mis en place après la décolonisation espagnole. Le colonialisme tardif espagnol contribua à l'émergence d'un mouvement de libération nationale local qui affirma leur droit à l'indépendance, mais dans la délimitation de la colonie et non pas sur le territoire ancestral des sahraouis "ethniques". En 1973 fut créé le Front populaire pour la libération de Saguia El Hamra et Rio de Oro (Front Polisario), qui fit face d'abord au colonialisme espagnol et postérieurement aux occupants marocain et mauritanien. Dans ce

non. On distinguera ainsi les Sahraouis du Sahara occidental et les Sahraouis du sud du Maroc. On n'utilisera pas les formules "beidanis/bidanis", en vertu d'une ancienne identité ethnique, ni "marocains sahraouis", car cela exigerait préciser s'ils sont d'origine marocaine ou bien si ils on reçu la citoyenneté avec l'occupation.

conflit, le Maroc a fait valoir que l'ouest saharien avait fait partie du territoire du Royaume depuis des siècles et considérait sa récupération comme un point culminant de la décolonisation. Le moment le plus brutal de la fragmentation de la population indigène eu lieu en 1976 avec l'exode provoqué par la guerre et l'installation d'un grand nombre de réfugiés sahraouis dans le sud-ouest de l'Algérie. Dans le cas sahraoui il ya eu donc une fragmentation multiple du groupe ethnique; durant la colonie entre le Maroc, le Sahara espagnol, l'Algérie et la Mauritanie; et plus tard, avec l'émergence du mouvement de libération nationale et la guerre, la population de la colonie a été divisée entre les exilés et ceux qui restèrent sur le territoire.

Le conflit maroco-sahraoui est également caractérisé par sa longue durée. Il a eu une première phase de confrontation armée entre le Front Polisario et le Maroc et la Mauritanie (1975-1991); et une seconde, à partir de 1991, caractérisé par une situation de ni guerre ni paix avec un accord de cessez-le-feu et des négociations supervisées par le Conseil de sécurité des Nations Unies: la mise en œuvre d'un plan de règlement et son arrêt, des propositions successives, les échecs des plans Baker I (2001) et Baker II (2003-4), suivis par plusieurs rounds de négociations qui ont donné très peu de résultats. Le conflit prolongé a eu des effets multiples sur les parties. Ce temps a permis de renforcer la présence de l'occupation marocaine du territoire: l'installation de population du nord (colons marocains dans un nombre difficile à préciser, entre 150.000 et 500.000), d'importants investissements en infrastructure, la présence des institutions de l'État, le déploiement de forces militaires et de sécurité dans la zone sous contrôle, l'exploitation des ressources naturelles, etc. Cette consolidation n'a pas encore conduit à «normaliser» la situation; les politiques d'action positive de la part de Rabat ont généré des suspicions, les tensions avec la population locale persistent, ainsi que le mécontentement parmi les colons qui n'ont pas reçu les prestations promises, le contrôle de la police est étendu et la libéralisation de la scène publique qu'a vécu le Maroc ces années est très limitée dans les zones occupées.

Du côté sahraoui, le prolongement de cette situation a créé de nouvelles dynamiques et tensions. Depuis quatre décennies le Front Polisario en tant que mouvement de libération nationale sahraoui, a incarné la résistance et la revendication de l'indépendance dans les forums internationaux Il a également créé un état en exil, la République arabe sahraoui démocratique (RASD), encadrant la population réfugiée dans le sud de l'Algérie et celle qui vit dans les zones libérées. Pendant tout ce temps le Front Polisario n'a pas été à l'abri des contraintes internes à différents moments. De la même manière dans les zones occupées les élites sahraouies et les groupes proches au pouvoir ont vécu des moments différents dans leur collaboration avec Rabat. Cette situation provoque la fatigue des civils aussi bien dans les territoires occupés comme dans les camps de réfugiés de Tindouf.

La prolongation de l'occupation a au moins deux effets. En premier lieu la montée d'une contestation sahraoui menée par des jeunes qui n'ont pas vécu la période coloniale espagnole mais qui sont nés ou ont été socialisés sous contrôle marocain, profitant du cadre politique marocain (création de d'associations de divers types) et qui n'ont pas nécessairement un lien organique avec le Front POLISARIO (bien que ce soit leur référence politique). Et d'autre part les autorités et les élites traditionnelles pro marocaines ont accepté que la composante de l'identité sahraoui existe et peut être stimulée ou contenue avec certaines politiques publiques, des avantages ou un traitement de discrimination positive; c'est à dire, il est normalisé (accepté) un chantage nationaliste sahraoui (ou commerce) dans le cadre politique marocain². L'effet combiné de l'absence d'une direction politique efficace du Front Polisario sur ces nouveaux indépendantistes de l'intérieur et le fait que cette contestation se propage entre les communautés sahraouies du sud du Maroc présente un risque: la montée de revendications ethniques (l'autodétermination des sahraouis là où qu'ils se trouvent) qui puisse changer le cadre d'action du mouvement de libération nationale (l'autodétermination dans le territoire de l'ancienne colonie).

L'identité nationale sahraoui est un phénomène récent, en grande partie le résultat de la colonisation et de la décolonisation elle-même. Avant la colonie on ne peut parler de conscience nationale sahraoui, mais d'identités pré nationales traditionnelles fondées sur les

² Voir les travaux de Victoria Veguilla sur les conflits socio-économique au Sahara occidental ou s'insère l'élément ethnique national et qui est utilisé par les acteurs concernés; l'identitaire est une des ressources politiques du groupe.

différentes pratiques culturelles (langue hassaniya) et les appartenances tribales. En fait, le nom qui leur est donné était *Ahel Es-Sahel* [les gens de l'ouest, ou du littoral], c'est à dire faisant référence à leur situation géographique. La région où se parlait le hassaniya, le "territoire culturel sahraoui" était également nommé *Sahil* (littoral) ou *Trab al-Bidan* [en référence à la population arabe blanche]. La « nation sahraouie » est un concept moderne fédérateur de la diversité préexistante et qui est lié à la résistance et au mouvement anticolonial, qui surgit pour plusieurs causes: le colonialisme tardif espagnol, les changements sociaux rapides de la société locale et le contexte international. L'identité nationale sahraouie s'est articulée dans les années soixante et plus clairement dans les années soixante-dix comme le mouvement de libération nationale, avec la guerre de libération et la création de la RASD.

Le nationalisme sahraoui moderne qui a pour but l'autodétermination du peuple sahraoui colonisé (c'est à dire la mise en œuvre de la résolution 1514 (1960) de l'ONU), mais naît et se développe au-delà des limites territoriales de la colonie. Ce mouvement prend forme à la fois dans le Sahara occidental espagnol et entre les sahraouis du sud du Maroc. Aux origines du Front POLISARIO se trouvent des militants sahraouis des deux zones. En outre, le conflit militaire (1976-1991) s'est mené à la fois dans les territoires occupés comme au sud du Maroc (Tan-Tan, Tarfaya, Draa, Akka, Tata, Lemseyid, Ras el Janfra, Leboirat, Zak ...) ³ et en Mauritanie (jusqu'en Septembre 1979). Cependant, le Front Polisario s'est toujours limité à la lutte pour l'autodétermination de la population autochtone du territoire de l'ancienne colonie espagnole, c'est à dire dans les paramètres de lutte nationale de la décolonisation, acceptant les frontières coloniales héritées et leur inviolabilité.

Cela conduit nécessairement à la distinction entre la population sahraouie du territoire du futur état futur et la population qui l'objet du droit d'autodétermination, et les sahraouis ethniques qui sont hors de ce territoire et ne sont pas sujets du droit à l'autodétermination. Le Front POLISARIO ne fait pas explicite cette distinction (un Sahraoui vs autre), mais dans ses discours politiques il limite clairement les limites du territoire. Ceci peut se constater dans les déclarations du Front Polisario, les textes officiels de la RASD (constitutions) et les interventions publiques des hauts responsables.

Les Déclarations du Front POLISARIO (Congrès Constituant de 1973, congrès ultérieurs) et les textes fondateurs de la République sahraouie (déclaration de la RASD de 1976, Constitution de 1976, déclarations présidentielles) se réfèrent toujours au territoire colonial; elles identifient clairement le "territoire national" avec le territoire "dans ses frontières internationalement reconnues". C'est à dire qu'il assume l'idée d'un État nation hérité de la colonie; nation avec le droit à l'indépendance est liée au territoire de la colonie, et non pas au territoire culturel (ethnique). Il est également souligné l'unité / intégrité territoriale par rapport à des scénarios partition du territoire. Cette distinction est faite de manière permanence dans tous les discours. Le nationalisme sahraoui n'est pas ethnique, mais postcolonial relié à la libération et la décolonisation; il (re)construit la communauté et crée une nation pour lui donner une forme d'organisation élaborée (un état) dans un cadre postcolonial.

Toutefois, l'action politique du nationalisme sahraoui ne peut pas être situé géographiquement de manière précise. Depuis sa création il s'est développé dans différents emplacements. Cependant, l'exil d'une partie de la population, son installation dans le sud-ouest l'Algérie et la création de la RASD dont les institutions se trouvent entre Tindouf (Algérie) et les zones libérées, ont été des facteurs qui ont permis de placer, depuis 1976, la centre névralgique du mouvement nationaliste en dehors du territoire revendiqué, par opposition au champ de bataille (les zones occupées, les zones d'incursion) ou les zones libérées. La RASD s'est converti en un état avec un contrôle très limité du territoire, avec une population divisée et dispersée, et avec des institutions en exil.

Comme cela s'est passé en Palestine en 1986 avec le déclenchement de la première Intifada, dans le Sahara le blocage des négociations contribue à un déplacement de l'initiative politique

³ En fait, l'ensemble des murs construits par le Maroc entre 1980 et 1987 dans le Sahara occidental a une extension dans le sud du Maroc, sur les pentes du Djebel Uargis, c'est à dire plus d'une centaine de kilomètres à l'intérieur de son territoire.

qui jusqu'alors était détenue par le Front Polisario à l'étranger. À partir de Septembre 1999 et de manière plus claire à partir de mai et Juin 2005, la population des territoires occupés commence à jouer un rôle plus important. Un élément essentiel est l'émergence d'une nouvelle élite politique contestataire au Sahara occidental intégrée par des anciens résistants (qui ont fait la prison les trois décennies précédentes) et par des jeunes (beaucoup d'entre eux universitaires formés au Maroc, bénéficiaires des politiques de promotion et de cooptation). Ce phénomène est connu avec le nom "Intifada sahraouie" ou «Intifada de l'indépendance».

Depuis 2005, les manifestations dans les zones occupées se multiplient et attirent l'attention internationale. Compte tenu de l'impossibilité de prononcer ouvertement des revendications nationalistes, la défense des droits humains se convertit en centre des mobilisations. En particulier les activistes sahraouis défenseurs des droits humains bénéficient d'une importante visibilité internationale: leurs cas sont rendus publics, ils participent à des fora internationaux et reçoivent une reconnaissance publique internationale. En l'absence de conflit armé, la contestation nationaliste sahraouie semble s'être déplacée vers l'intérieur du territoire. La réponse des autorités marocaines fut de combiner différentes stratégies (répression, fermeture d'espaces) alimentant une dynamique d'action-répression. Mais ce qui est de plus d'intérêt pour cette étude est la plus grande implication des sahraouis du sud du Maroc dans la contestation nationaliste à partir de 2004-2005.

Qui sont ces sahraouis du sud du Maroc? La région du flanc sud de l'Atlas, le dénommé Oued Noun⁴, à la frontière de l'ancien Sahara espagnol a été traditionnellement habitée par une population de langue hassaniya, qui diffère des Berbères de plus au nord. La région au sud du Draa est devenue une partie du Protectorat espagnol jusqu'en 1958 lorsque l'Espagne a abandonné la région de Cap Juby / Tarfaya⁵ jusqu'au parallèle 27°40', fixant pour la première fois une frontière séparant les groupes sahraouis les uns des autres. Aux traditionnels mouvements de population dans la région, à partir de la fin des années cinquante et jusqu'aux années soixante-dix s'ajoutèrent de nouveaux déplacements; au sud du Maroc arrivèrent des sahraouis de Sahara espagnol, issus de différents groupes tribaux, à la fois pour des raisons économiques (déplacés par la sécheresse) et politiques (exilés cherchant refuge), ce qui forma une mosaïque de sahraouis autochtone et immigrés (mais qui gardaient des liens avec leurs régions et tribus d'origine). Ces Sahraouis, autochtones et immigrés, subirent la marginalisation socio-économique de ces régions périphériques et résistèrent l'acculturation (l'effort d'assimiler et de marroquiniser, aussi bien dans les coutumes, la langue et la tenue) et la répression politique. Rabat avait toujours un certain détachement avec cette province du sud, refuge de l'ancienne Armée de libération du Sud (ALS) et peu soumise au pouvoir central. Cette composition différente de la population (natifs et «implantés» provenant du sud) est un élément qui a caractérisé le paysage humain de la région et est présent depuis lors dans le comportement politique de la population⁶. Cette composition explique aussi la diversité des approches lors du processus d'identification menée par les Nations Unies pour le référendum⁷.

Cette réalité doit être prise en compte lors de l'analyse du passage de la protestation politique du Sahara occupé à cette région du sud du Maroc et pose également plusieurs questions: Est-ce une simple contagion marginale (sans conséquences), un mimétisme tactique (adoption de expressions de protestation, mais avec des objectifs différents) ou des processus plus complexes (une réelle identification et convergence liées à des sentiments d'appartenance et nourris dans un nouveau contexte)? Il ya au moins trois facteurs explicatifs à considérer: l'identification, la continuité territoriale et nouvelle socialisation inter-sahraouie produite par

⁴ El Oued Noun (ou Oued Assaka) est la frontière nord-ouest de la zone saharienne; il s'agit de la rivière la plus septentrionale permanente du Sahara, au sud de l'Atlas et à environ 70 km au nord du Draa et il se déverse dans l'Atlantique à quelques kilomètres au nord-ouest de Guelmin. Dans cette région, il y avait une population sahraouie sédentaire et nomade dans le début du XXe siècle (Tekna); une population qui habituellement migrait vers le sud à la recherche de pâturages.

⁵ La région du sud marocain avec présence sahraouie correspond à peu près au sud du Protectorat, Cap Juby (entre le fleuve Draa dans le nord et le parallèle 27° 40 '), qui a été rendue au Maroc en 1958. Cette région de Cap Juby (avec la ville de Tarfaya - Villa Bens) avait été attribué à l'Espagne en 1912 lors du Traité hispano-français, comme une extension du Sahara occidental qui était déjà officiellement sous son contrôle.

⁶ Il est difficile d'identifier et de quantifier avec précision les Sahraouis du sud Maroc ; aucun des indicateurs utilisés par les statistiques marocaines signalent l'appartenance ethnique.

⁷ Nations Unies fixa une liste de critères d'identification, faisant prévaloir les liens (démonstrables avec documents et par témoignages) avec le Sahara occidental.

L'occupation

- Une identité sahraouie commune (langue, coutumes, pratiques, liens familiaux) dans toute la région, qui persiste. Personne ne doute de la "sahraouité" (identité) d'un sahraoui sud du Maroc, de la même façon qu'il est pleinement conscient de partager une identité culturelle avec les sahraouis du Sahara occidental occupé, de la Mauritanie et du sud de l'Algérie.
- La continuité des mouvements humains dans l'espace hassanophone. Par exemple, avant 1958, il était habituel que les sahraouis du Sud aillent vendre leur bétail et autres produits à des villes comme Tan-Tan; cette mobilité n'est pas complètement cessé avec l'imposition de frontières coloniales et étatiques. Entre 1958 et 1976, la frontière a limité mais n'a pas empêché les relations entre les sahraouis du nord et du sud. Les relations entre sahraouis (commerce, relations et mariages familiaux, etc) ne se sont jamais interrompues. Les sahraouis du Sahara occidental demandaient des permissions aux autorités espagnoles pour voyager au nord. Inversement, pour limiter l'entrée de marocains ou sahraouis mécontents l'obtention de permis était plus complexe. Il y avait aussi des commerçants marocains et sahraouis qui traversaient régulièrement la frontière avec différents produits. A ce qui s'ajoute les nombreux passages non contrôlés (bergers, contrebandiers, militants ...).
- Avec l'occupation, le Maroc rétabli la continuité territoriale et chercha à se débarrasser des traces de la frontière coloniale, établissant de nouvelles limites administratives (provinces et régions) et la création de circonscriptions qui chevauchent la frontière coloniale⁸. Depuis 1976, les sahraouis du sud du Maroc et du Sahara occidental ont tous les moyens pour se communiquer, il y a plus d'échanges, la mobilité entre le Nord et le Sud s'est intensifiées, et tous partagent les mêmes espaces. De nombreuses familles sahraouies se sont déplacées du nord (de Tarfaya, Tan-Tan, Guelmim) vers les villes du sud (Laayoune, Dakhla); un mouvement induit en grande mesure par les autorités et les projets étatiques. En fait, les colons marocains viennent ou bien du nord du Maroc (et sont appelés « ceux du Nord») ou bien il s'agit de sahraouis du sud du Maroc⁹. En outre, beaucoup des exilés sahraouis au Nord dans les années 60 et 70, sont retournés dans le sud. Du sud vers le nord, le mouvement est plus limité et consiste aux étudiants qui vivent dans les villes universitaires de quelques années, puis retournent au Sahara ou qui s'installent au nord du Maroc pour des raisons professionnelles¹⁰. Ce phénomène dans les deux directions a permis de récupérer des liens et a établir de nouvelles relations à tous les niveaux entre sahraouis ce qui a sans aucun doute influencé le renforcement de l'identité sahraouie au sein de la population du sud du Maroc qui se perçoit comme marginale par rapport au nord mais beaucoup plus proche de ses compatriotes du sud.
D'autre part, la région saharienne du sud du Maroc est très proche de Laayoune, principale ville du Sahara Occidental occupé et principal foyer de l'activité politique. Enfin il faut également noter que, parmi les nouvelles élites sahraouies cooptés dans les zones occupées qui ont bénéficié des réseaux de patronage il y a aussi des gens de là-bas.

La contestation politique parmi les sahraouis du sud du Maroc, qu'ils soient natifs ou implantés,

⁸ Selon la dernière organisation administrative du Maroc (1997), le territoire de l'ancien SO espagnol est actuellement intégré dans trois des 16 régions: Oued ed-Dahab-Lagouira (sud), Laâyoune-Boujdour-Sakia el Hamra et Guelmim -Es Smara. Les deux dernières régions et plusieurs provinces et municipalités chevauchent la frontière nord, formant une division administrative qui efface l'ancienne frontière internationale. La région de Laâyoune-Boujdour-Sakia el Hamra est composée des provinces de Boujdour (SO) et Laayoune (SO et territoires au N, comprend des villes comme Tarfaya). La région Guelmim-Es Smara comprend les provinces de Guelmim (Marr.), Tan-Tan (Marr.), Assa-Zag (Marr.), Tata (Marr.) et Es-Smara (SO). Le projet de régionalisation prévoit quelques modifications qui toucheront aussi les régions du sud.

⁹ Entre les participants de la Marche Verte (1975), il y avait de nombreux sahraouis du sud du Maroc. Lorsque le gouvernement a ordonné le retour des marcheurs, plusieurs milliers ont décidé de rester dans le Sahara avec leurs familles dans le cadre du premier contingent de colons (en 1975-76, 50 000). Plus tard, en 1991, avec la deuxième Marche Verte à l'occasion du référendum, une nouvelle installation de sahraouis eut lieu.

¹⁰ Depuis le milieu des années quatre-vingt de nombreux jeunes sahraouis ont été envoyés dans le nord du Maroc comme fonctionnaires ou pour faire des études supérieures.

résidant dans le sud du Maroc et dans les zones occupées, est liée à cette nouvelle réalité. Deux éléments clés se posent: d'abord, dans certains cas, ont pu identifier des éléments qui correspondent à des processus de ré-identification (ethnogenèse), et d'autre part, la mobilisation sociale et politique répond aux mêmes causes qui sont à l'origine de la protestation dans le Sahara Occidental et poursuit un même développement:

- Ils ressentent une insatisfaction et des manques (de nature socio-économique, en matière d'emploi)¹¹, une frustration et une aliénation par rapport au système politique et aux institutions, et ils ont conscience d'une discrimination à leur encontre (citoyenneté limitée, non-reconnaissance de leur identité distincte) [frustration]
- Ils découvrent les mêmes formes de répression (fermeture de l'espace et de restriction des libertés, répression directe collective et à l'entour de la famille, etc.) et donc établissent des parallèles par rapport aux causes de la répression et interprètent leur situation découlant de leur condition de sahraouis [Identification]
- Dans de nombreux cas (pour des raisons tactiques ou pas) leurs protestations et revendications de nature sociale ou économique se revêtent avec des questions identitaires, usant des consignes et symboles ouvertement nationalistes (slogans, drapeaux sahraouis, soutien explicite au Front Polisario). Dans protestations sociales sud bientôt se radicaliser et à l'affrontement. [nationalisation de la protestation]

Finalement il faut tenir compte que les militants sahraouis du nord et du sud sont présents dans les mêmes associations et partagent les mêmes discours sur fond stratégique nationaliste. Mais si bien les mobilisations des sahraouis du nord ne sont pas substantiellement différentes qu'au Sud, elles sont généralement éclipsées par la dynamique des territoires occupés.

La contestation politique et la mobilisation des sahraouis du sud du Maroc peuvent être décrits comme suit:

Emplacement temporaire. L'implication des sahraouis du sud du Maroc n'est pas nouvelle; certains nationalistes sahraouis victimes de la répression dans les années 70 et 80 (prisonniers politiques, disparus) étaient originaires ou résidents de la région. Cependant les premiers signes de cette nouvelle forme de contestation remontent au début des années 90 et ont lieu par rapport à ce qui se passe au Sahara Occidental occupé. Dans les premières émeutes, leur participation est limitée mais il ya des manifestations dans certaines villes comme Assa en 1992 (à l'époque ont été arrêtés, parmi d'autres, Ali Salem Tamek et Baj Elhoucine). En 1992 sont arrêtés 24 civils sahraouis à Assa (appelé le «groupe de Assa») après avoir participé à une manifestation de protestation sociale; ils sont condamnés à un an de prison. La première Intifada au Sahara occidental, en Septembre 1999, a également eu des répliques avec des manifestations à Tan-Tan et Guelmim. Durant les années 90 et au début 2000, eurent lieu plusieurs révoltes (Smara en Novembre 2001), arrestations pour propagande et tentatives de rejoindre le Front Polisario, des détentions et disparitions de sahraouis dans le sud du Maroc. Mais l'augmentation réelle de la mobilisation dans les villes du sud du Maroc a lieu avec l'Intifada de mai 2005, qui se traduit également par un contrôle accru et la répression policière dans la région. Depuis lors, le sud du Maroc devient une partie intégrante du paysage de la contestation sahraouie.

Lieux. Compte tenu de la répartition de la population dans le sud du Maroc, comme au Sahara occidental, l'action collective est essentiellement urbaine, dans les villes et les petites villes. Les manifestations organisées et l'activisme sont enregistré à Tarfaya, la région du Draa (Tan-Tan, Assa, Touizqui) Guelmin, Zak, Akka, Mhamid Le Ghezlan ... s'étendant jusqu'à Agadir. En outre, les étudiants mènent les protestations jusqu'au campus de Marrakech, Casablanca et Rabat.

Les acteurs de cette contestation. Les militants et les acteurs des protestations sont essentiellement des jeunes, de moins de 30 ans. Les jeunes connaissent les sahraouis du sud occupé, qu'ils côtoient lors de leurs études ou au travail au nord du Maroc (Brousky, 2008), et

¹¹ Selon Omar Ali Yara les zones sahariennes du sud du Maroc (triangle Assa, Guelmim, Tarfaya) ont souffert depuis les années 70 la destruction de leur tissu social, suivi par la répression politique dans les années 80 et 90 et la marginalisation de la population par la pauvreté dans les années 2000. [<http://arso.org.site.voila.fr/AOY.htm>]

sont plus susceptibles d'associer à leur frustration générale un aspect identitaire. Le leadership est partagé entre les jeunes et les anciens dirigeants réprimés dans les années 80 et 90. De plus, ces militants circulent entre le nord et le sud (étant membres de familles de sahraouis du sud implantés dans le nord avant 1976); certains sont originaires du Sahara Occidental résidant dans le sud du Maroc et d'autres proviennent du nord et sont déplacés au sud.

Formes et modèles d'action collective. Le fait le plus poignant est la similitude des pratiques (manifestations, revendications, etc). On peut aussi signaler l'augmentation de la fréquence, une diversification et une visibilité accrue des manifestations (spontanées ou planifiées). Comme au Sahara Occidental l'usage de moyens électroniques (photos, vidéos, internet, réseaux sociaux, etc.) est très étendu ; augmentent également les réactions de la population et des flambées de violence se produisent (même si ce n'est pas une forme prédominante, depuis quelques années prolifèrent le lancement d'engins incendiaires). Toutes ces expressions provoquent des réactions des autorités et de la répression en général (violence, arrestations, condamnations) ce qui alimente la spirale de la réponse nationaliste.

En fait, il s'est avéré une articulation nord-sud de cet activisme social et politique commun; les manifestations dans le sud du Maroc sont simultanées et se rattachent à la situation au Sahara Occidental occupé. Les mêmes modèles de développement de la contestation ont lieu, passant du revendicatif local à la protestation ouvertement nationaliste:

- a) Les déclencheurs situationnels + les causes profondes (fréquemment les protestations surgissent pour des raisons socio-économiques: le chômage, la demande pour les bourses, transport)
- b) S'ajoutent les manifestations de solidarité avec le sud
- c) L'étouffement des protestations provoque leur nationalisation. L'absence de canaux d'expression contribue à sa nationalisation (usage de symboles indépendantistes) et radicalisation, atteignant les niveaux de désobéissance totale et de soutien explicite à la cause de l'indépendance.

Visibilité et leadership partagé. Pour le moment il n'y a pas un discours particulier de ces sahraouis du sud du Maroc, il est même difficile d'identifier un activisme distinct, il s'agit donc d'une action conjointe et simultanée au nord (au Maroc) et au sud (au Sahara occupé). Ils participent ensemble à des missions internationales pour dénoncer la situation qui existe. Au fait plusieurs des personnalités les plus connues sont originaires des villes dans le sud du Maroc; certains se sont installés à Laayoune et d'autres restent dans leurs villes natales¹². Toutefois, il convient de noter que certains proviennent de familles du sud implantées au nord.

Résultat de cette mobilisation et la visibilité est que, depuis 2005, une partie importante des détenus pour cause de leur activisme nationaliste sont des sahraouis du sud du Maroc. En Septembre 2005, au moins 8 sur 36 prisonniers politiques sahraouis étaient identifiés comme étant originaires du sud du Maroc¹³. En 2006 (mai-Août) près de 50% (17 sur 35) prisonniers politiques sahraouis recensés par CODAPSO provenaient du sud du Maroc¹⁴. Dans son rapport annuel sur la situation des droits de l'homme au Maroc (2008), la AMDH liste 182 prisonniers politiques, dont 30 sahraouis et parmi eux 15 étaient originaires ou avaient été arrêtés dans les localités du sud Maroc¹⁵. AFAPREDESA (Janvier 2010) identifiait 24 prisonniers politiques sahraouis, dont au moins neuf provenaient du sud du Maroc. Entre les détenus du procès Gdein izik, plusieurs sont à nouveau de cette région.

Nous constatons donc

1. Qu'il s'agit d'un conflit, originellement de caractère colonial, qui a vécu à plusieurs reprises la fragmentation du territoire et de la population autochtone. Une partie de

¹² Entre les plus connus nous pouvons signaler Ali Salem Tamek, Mustafá Abdel Daiem, Mohamed El-Moutaouakil, Aminatou Haidar, Naama Asfari, Yahya Mohamed el Hafed Aaza, Sadik Bullahi, Brahim Sabbar, Larbi Messaoud, Djimi Ghalia, Banga Cheij...

¹³ Les identifiés sont Ali Salem Tamek (Assa, 1975), Mohamed El-Moutaouakil (Assa, 1966), El Hussein Lidri (sur de Marruecos, 1970), Hammadi Elkarsh (Guelmin, 1980), Lahcen Zriguinat (Tan-Tan, 1959), Mohamed Rachidi (Tan-Tan, 1978), Abdelaziz Dry/Edday (Tarfaya 1982) y Hamma Achrih (Agadir, 1986).

¹⁴ <http://www.arso.org/rapportcodapso.pdf> CODAPSO, Comité pour la défense du droit à l'autodétermination pour le peuple du Sahara Occidental <http://www.codapso.org/>

¹⁵ AMDH, *Rapport Annuel. La situation des droits humains au Maroc durant l'année 2008*. Rabat.

- celle-ci a été marginalisée et a subi la discrimination et les politiques d'assimilation acculturation.
2. Le mouvement de libération nationale a une position ambiguë sur cette population. Il la tient en compte mais ne peut pas lui donner crédit, ni une certaine notoriété ou visibilité, pour le bien d'un règlement politique du conflit (la décolonisation en respectant les frontières coloniales). Donc une partie de la population autochtone est exclue du projet national de l'État.
 3. L'occupation facilite le rétablissement et le renforcement des contacts et des relations entre les fractions du groupe national divisé.
 4. Le prolongement du conflit et l'échec des négociations réactivent un sentiment d'appartenance et facilite une nouvelle identification et un discours politique qui articule (re-groupe) à la population indigène dispersée.
 5. La situation actuelle du mouvement de libération nationale permet un rôle politique de l'intérieur (Intifada dans les territoires occupés), ce qui continue à influencer les autres membres du groupe l'ethnique ou de la minorité nationale qui sont en dehors des zones occupées, c'est à dire du territoire du futur État indépendant.

Dans le sud du Maroc, ces dynamiques organisationnelles rejoignent un processus d'extension ou d'amplification du champ politique nationaliste, par initiative locale et sans contrôle effectif du mouvement de libération nationale, le Front Polisario. Cette dynamique implique également une reconfiguration de leur identité, la valorisation de leurs composants ethniques et leur potentiel nationaliste.

En dépit d'être de plus en plus présents dans les manifestations nationalistes, les sahraouis du sud marocain n'ont pas développé un discours particulier et différent dans le mouvement national. On observe la pleine coïncidence des discours (plaintes sur les violations des droits fondamentaux, tant au Sahara Occidental occupé comme au sud du Maroc), mais avec certains ajouts: ils relient et identifient ce que la vie dans les villes du sud du Maroc (la pauvreté, la marginalisation) avec la situation au Sahara occidental occupé. Ils associent ainsi leurs propres réclamations et exigences (divergentes), avec des expressions de solidarité et d'identification (coïncidences).

De même les discours ouvertement nationalistes sont de plus en plus fréquents. Il y a une croissante identification explicite avec le Front Polisario. On utilise les symboles nationalistes (drapeaux de la RASD à des manifestations ou lors célébrations sous couverts, slogans, expressions artistiques). On exprime ouvertement le soutien à l'autodétermination du Sahara occidental dans ce qui s'apparente à un niveau plus élevé et subversif de la démonstration publique subversive. Par contre il n'y a pas de discours irrédentiste¹⁶, ce qui suggère que les sahraouis du nord admettent les frontières et le territoire du futur État sahraoui

Le sentiment de frustration des attentes, la violation des droits et la répression sont à l'origine de réponses très diverses: certains jeunes choisissent de migrer (à partir de la côte de Tarfaya et Tan-Tan aux Iles Canaries) ou la fuite vers les camps de réfugiés à Tindouf¹⁷, mettant en question ou rejetant leur relation civique avec l'État marocain et choisir de soutenir un projet de l'Etat national sahraoui qui, initialement, les exclu.

Conclusions

En absence de frontières les sahraouis du sud du Maroc ont développé des liens très étroits avec leurs co nationaux, profitant de l'occupation et faisant usage des moyens disponibles, à la fois juridiques et techniques, qui sont offerts par le Maroc. Cette articulation se réalise en participant directement dans les mêmes organisations. Ces nouvelles expériences interpellent

¹⁶ Généralement l'irrédentisme terme sera l'annexion de territoires considérés comme étant typique d'une nation pour des raisons historiques ou culturelles, et dans ce cas particulier, l'attitude d'un peuple à défendre leur incorporation dans une nation à laquelle ils se sentent appartenir pour des raisons historiques ou culturelles, et par conséquent l'état résultant de leur lutte de libération.

¹⁷ Témoignage de deux jeunes de Assa qui se joignent aux sahraouis de Tindouf en 2006. [Http:/ / www.saharalibre.es/modules.php?name=News&file=article&sid=399]

militants sahraouis (de Tindouf et des territoires occupés) et contribuent à une redéfinition de l'agenda politique.

Cette dynamique de ré-identification nationale d'un groupe exclus du projet étatique et son intégration dans la dynamique de la contestation politique nationaliste soulève des questions majeures pour les acteurs principaux. En premier lieu à l'État (le Maroc) qui constate qu'une partie de sa population est alliée avec l'ennemi. Mais aussi soulève un problème au mouvement de libération nationale qui ne peut nier l'identité commune mais qui a marginalisé ce groupe en faveur d'accords politiques avec des référents légaux internationaux (décolonisation respectant les frontières héritées décolonisation).

Jusqu'à présent la réponse de l'État a été la répression et les tentatives de dissimulation. La réponse du mouvement de libération nationale a été de trouver des façons de gérer discrètement ces liens et d'éviter de provoquer de nouvelles tensions.

L'échec des négociations pour résoudre le conflit a stimulé des dynamiques qui peuvent mettre en avant les éléments identitaires, ce qui complique encore plus un règlement politique. En tout état de cause il est clair que la résolution du conflit nécessite également un élément de démocratisation au sein de l'état pour les groupes minoritaires puissent être des citoyens à part entière, indépendamment de l'identité ethnique ou nationale.

RÉFÉRENCES

ALBERICH, Neus (2010): "Movimiento independentista saharai. Un proceso de descolonización no acabado", in TOMÁS, Jordi, *Secesionismo en África*. Barcelona: Bellaterra, pp. 49-91.

BABA MISKE, Ahmed (1978): *Le Front Polisario. L'âme d'un peuple*. Paris: Ruptures

BARONA, Claudia (2004): *Hijos de las nubes. El Sahara español desde 1958 hasta la debacle*. El Escorial / Madrid, Cuadernos de Langre.

BENNAFLA, Karine (2001): "Movilizaciones periféricas en Marruecos: los casos de las ciudades de Sidi Ifni y Buarfa", in DESRUES, Thierry Desrues; HERNANDO DE LARRAMENDI, Miguel –coords- (2011): *Mohamed VI. Política y cambio social en Marruecos*. Córdoba: Almuzara, pp. 237-273.

BENNAFLA, Karine (2013): "Illusion cartographique au Nord, barrière de sable à l'est: les frontières mouvantes du Sahara occidental", *L'Espace Politique*, 20.

BOUMA, Aomar (2012): "Western Sahara: war, nationalism, and conflict irresolution", *The Journal of North African Studies*, 17:2, pp.386-387.

BROUSKY, Omar (2007): "La redefinición de la identidad política saharai", *Anuario Med 2007*. Barcelona: IEMED, pp. 179-182.

CASTELLINO, Joshua (1999): "Territoriality and Identity in International Law: the Struggle for Self-Determination in the Western Sahara", *Journal of International Studies*, 28:3, pp.523-553.

CHERKAOUI, Mohamed (2007): *Morocco and the Sahara. Social bonds and geopolitical issues*. Oxford, The Bardwell Press.

DAADAOU, Mohamed (2008): "The Western Sahara conflict: towards a constructivist approach to self-determination", *The Journal of North African Studies*, 13:2, pp. 143 – 156.

DEDENIS, Julien (2011): "Le Sahara occidental: un territoire revendiqué... des territoires imaginés?", *L'Information géographique*, 75:3, pp.42-50

EL-MASLOUHI, Abderrahim (2011): "Le corporatisme territorial contre l'Etat-nation? Politiques publiques et lien national au Sahara Occidental", *L'Année du Maghreb*, VII, pp. 191-210.

GIMENO MARTIN, Juan Carlos (2005): "Los lenguajes de la emancipación en el Bidán" in CAMPOS SERRANO, Alicia (ed) (2005): *Ayuda, mercado y buen gobierno. Los lenguajes del desarrollo en Africa en el cambio de milenio*. Barcelona: ICARIA, pp.169-227.

GOMEZ MARTIN, Carmen; OMET, Cédric (2009): "Les 'dissidences non dissidentes' du Front Polisario dans les camps de réfugiés et la diaspora sahraouis », *L'Année du Maghreb*, V, p.205-222.

HERNÁNDEZ, Angela (2010): "Territorio, historia e identidad: Sus El Aksa o Sáhara Occidental", *Revista TEIM*, 9.

HODGES, Tony (1983): "The origins of Sahrawi nationalism", *Third World Quarterly*, 5:1.

JULIEN, Zahra (2004): "L'identité sahraouie en questions / Saharawi Identity in Question", en Anaig Abjean - Zahra Julien, *Sahraouis. Exils-identité*. L'Ouest saharien / L'Harmattan.

KADIRI, Noureddine (2009): «À l'orée du Sahara, les turbulences géopolitiques de l'ancienne enclave espagnole de Sidi Ifni», *Outre-terre*, 23.

KHOURY, Rana B. (2011): "Western Sahara and Palestine: A Comparative Study of Colonialisms, Occupations, and Nationalisms", *New Middle Eastern Studies* 1 (BRISMES).

MARTIN BERISTAIN, Carlos, GONZALEZ HIDALGO, Eloísa (2012): *El oasis de la memoria. Memoria histórica y violaciones de Derechos Humanos en el Sáhara Occidental*. (2 vols.). Bilbao: HEGOA, UPV/EHU.

MARTÍN-MÁRQUEZ, Susan (2006): "Brothers and others: fraternal rhetoric and the negotiation of Spanish and Saharawi identity", *Journal of Spanish Cultural Studies*, 7:3, pp. 241-258.

MESSARI, Nizar (2001): "National security, the political space and citizenship: the case of Morocco and the Western Sahara", *The Journal of North African Studies*, 6:4, pp. 47-63.

MITATRE, Claire Cécile (2011): "Le couloir ouest saharien: un espace gradué", *L'Année du Maghreb*, VII, pp.211-228.

MUNDY, Jacob (2007): "Colonial formations in Western Sahara national identity", in BOUDRAA, Nabila; KRAUSE, Joseph (ed) (2007): *North African mosaic: a cultural reappraisal of ethnic and religious minorities*. Cambridge Scholars Press, pp. 294-320.

MUNDY, Jacob (2012): "Moroccan Settlers in Western Sahara: Colonists or Fifth Column?", *Journal The Arab World Geographer*, 15:2, pp 95-126.

NAÏMI, Mustapha (2004): *La dynamique des alliances ouest-sahariennes*, Editions de la MSH.

NAÏMI, Mustapha (2005): *Wad Nun et Saguia al-Hamra*. Centre Tarik Ibn Zyad.

NAÏMI, Mustapha (2013): *L'Ouest Saharien. La perception de l'espace dans la pensée politique tribale*. Paris: Khartala.

ROUSSELIER, Jacques Eric (2007): "Elusive Sovereignty. People, Land and Frontiers of the Desert: The Case of the Western Sahara and the International Court of Justice", *The Journal of North African Studies*, 12:1, pp. 55 – 78.

SAN MARTIN, Pablo (2005): "Nationalism, identity and citizenship in the Western Sahara", *The Journal of North African Studies*, 10: 3-4, pp. 565 – 592.

SAN MARTIN, Pablo (2010): *Western Sahara: The Refugee Nation*. Cardiff: University of Wales

Press.

THEOFILOPOULOU, Anna (2012): "Morocco's new constitution and the Western Sahara conflict. A missed opportunity?", *The Journal of North African Studies*, 17:4, pp.687-696.

THOBHANI, Akbarali (2002), *Western Sahara Since 1975 Under Moroccan Administration: Social, Economic, and Political Transformation*, Edwin Mellen Press.

VEGUILLA, Victoria (2004): "Le pourquoi d'une mobilisation "exceptionnelle": Dakhla", in M. Bennani-Chraïbi, M. Catusse y J.-C. Santucci (dir.), *Scènes et coulisses de l'élection au Maroc. Les législatives 2002*, IREMAM-Karthala, Aix-en-Provence, 2004.

VEGUILLA, Victoria (2006): "Hacia una pluralidad de modalidades de gobierno en Marruecos. Un ejemplo de participación plural de asociaciones de empresarios", in PÉREZ BELTRÁN, Carmelo (ed.) (2006): *Sociedad Civil, derechos humanos y democracia en Marruecos*, Universidad de Granada, col. Eirene, pp. 397-441.

VEGUILLA, Victoria (2009): "Les limites d'une analyse du vote tribale à Dakhla. Entre notabilisation des élections et diversification des registres de légitimation politique" in ZAKI Lamia (dir.), *Terrains de campagnes au Maroc. Les élections législatives de 2007*, Karthala, Paris, pp. 117-133, 2009.

VEGUILLA, Victoria (2009): "L'articulation du politique dans un espace protestataire en recomposition. Les mobilisations des jeunes Sahraouis à Dakhla », *L'Année du Maghreb*, V, pp. 95-110.

VEGUILLA, Victoria (2010): "Un estudio comparado de los procesos electorales en una ciudad sahariana (Dakhla)" in PAREJO María Angustias (coord.) (2010): *Entre el autoritarismo y la democracia. Los procesos electorales en el Magreb*, Editorial Bellaterra, Barcelone, pp. 335-364.

VEGUILLA, Victoria (2011). "Le Sahara sous l'angle de la politique de la pêche. Le cas de Dakhla", *Confluences Méditerranée*, 78, pp.133-144.

VEGUILLA Victoria (2012): "Políticas marroquíes de gestión del Sahara occidental Ajustes a un nuevo contexto en Dakhla", ponencia presentada en el Primer Congreso Internacional Mundo Árabe en Cambio (CIMAC-I), Facultad de Ciencias Políticas y Sociología, Universidad Complutense de Madrid, 13-14 diciembre.

VEGUILLA, Victoria (2013): "Transformaciones demográficas y competición política. Obstáculos al autogobierno saharauí en clave electoral", *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos*, 14.

VEGUILLA DEL MORAL, Victoria (2013): "La política marroquí de viviendas en Dajla (Sáhara Occidental). Ajustes a un contexto demográfico en mutación", *Revista de Investigaciones Políticas y Sociológicas*, 12:3, pp.143-156.

YARA, Ali Omar (2001): *La genèse politique de la société sahraouie*, L'Ouest saharien / L'Harmattan.

YARA, Ali Omar (2003): *L'insurrection sahraouie*. París: Ed. L' Harmattan

ZUNES, Stephen; BARKA, Salka (2009): "The Nonviolent struggle for self-determination in Western Sahara", in STEPHAN, Maria J. (ed.): *Civilian Jihad. Nonviolent struggle, democratization, and governance in the Middle East*. New York, Palgrave, pp. 157-168.

ZUNES, Stephen; MUNDY, Jacob (2010): *Western Sahara: War, Nationalism and Conflict Irresolution*. Syracuse University Press.

RAPPORTS de Amnesty International, Human Rights Watch, CODESA, ASVDH, CODAPSO